Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 6 octobre 2003
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir,** août 2003 2
  Les intentions de construction ont diminué en août, la valeur des permis de construction ayant affiché une baisse généralisée. Les municipalités ont délivré pour 4,1 milliards de dollars de permis, en baisse de 13,4 % par rapport au niveau révisé de 4,7 milliards de dollars atteint en juillet, qui représentait un sommet.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Voyages intérieurs, premier trimestre de 2003 7

Enquête sur les aliments fonctionnels et les nutraceutiques, 2003 8

Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés, août 2003 9

Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline, février 2003 10

Énergie électrique, juillet 2003 10

NOUVEAUX PRODUITS 11

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Permis de bâtir

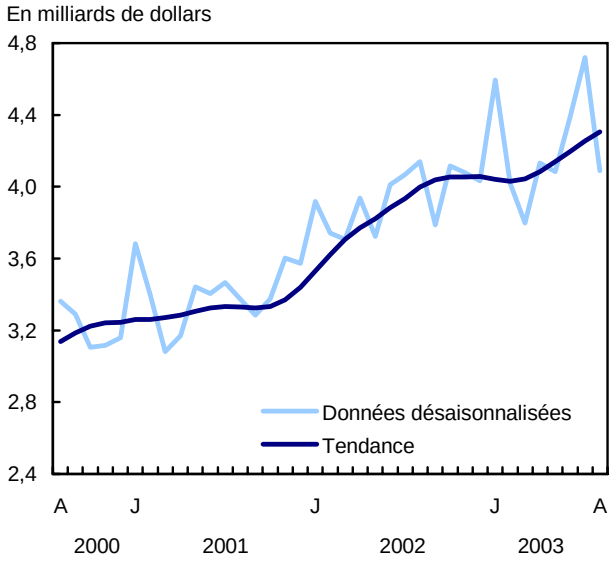
Août 2003

Les intentions de construction ont diminué en août, la valeur des permis de construction ayant affiché une baisse généralisée dans les secteurs résidentiel et non résidentiel.

Les municipalités ont délivré pour 4,1 milliards de dollars de permis, en baisse de 13,4 % par rapport au niveau révisé de 4,7 milliards de dollars atteint en juillet, qui représentait un sommet.

La valeur des permis de construction de logements a diminué de 8,3 % pour s'établir à 2,6 milliards de dollars, ce qui mettait fin à une séquence de trois hausses mensuelles consécutives. Les intentions ont diminué à la fois dans les logements unifamiliaux et les logements multifamiliaux.

La valeur totale des permis est en baisse par rapport au sommet de juillet



Au même moment, la valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 21,1 % et est passée à un peu moins de 1,5 milliard de dollars, toujours en raison de diminutions dans les composantes industrielle, commerciale et institutionnelle. (La valeur affichée en juillet représentait le plus haut niveau des 14 dernières années.)

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Malgré le recul général observé en août, la valeur des permis de bâtir, qui est un indicateur avancé de l'activité dans le secteur de la construction, était supérieure de 3,8 % au niveau mensuel moyen de 2002, qui a été une année exceptionnelle.

Des replis ont été observés partout en août. Les intentions de construction des secteurs résidentiel et non résidentiel ont chuté dans chaque province, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador, au Manitoba et en Saskatchewan. En Alberta, seule la valeur des permis de construction non résidentielle a connu une baisse.

Par ailleurs, de janvier à août, les municipalités ont délivré au total pour un peu plus de 33,8 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 8,2 % de plus qu'au cours de la même période de huit mois en 2002. Si la valeur des permis continue de croître à ce rythme, 2003 devrait constituer une année record. En 2002, ce niveau a été atteint en septembre, tandis qu'en 2001, il n'avait été surpassé qu'en novembre.

De janvier à août, la valeur des permis de construction résidentielle a été en hausse de 5,6 %, comparativement à 12,7 % du côté non résidentiel. Les facteurs expliquant la forte demande de nouveaux logements cette année comprennent les faibles taux hypothécaires, le marché du travail vigoureux et la rareté des logements existants disponibles dans plusieurs centres. Ces facteurs ont eu des effets d'entraînement positifs. Par exemple, de janvier à août, les ventes dans les magasins de meubles ont augmenté de 4,8 %, tandis que l'emploi dans le secteur de la construction a connu une croissance de 3,6 %.

Toronto, Montréal et Québec ont affiché la plus importante croissance (en dollars) parmi les régions métropolitaines de recensement cette année. Un marché de l'habitation très actif est la principale cause

de cette croissance à Montréal et à Québec, surtout du côté des logements multifamiliaux. À Toronto, ce sont exclusivement les projets du secteur non résidentiel qui ont entraîné les hausses observées.

Arrêt de la croissance du côté des logements unifamiliaux et multifamiliaux

La diminution des intentions de construction a mis fin à trois augmentations mensuelles consécutives de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux et à cinq mois de croissance consécutifs du côté des logements multifamiliaux.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a diminué de 8,2 %, étant passée à 1,7 milliard de dollars. Les municipalités ont approuvé la construction de 9 630 nouveaux logements unifamiliaux en août, soit 9,3 % de moins qu'en juillet.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux s'est élevée à 899 millions de dollars, en baisse de 8,7 % par rapport à juillet. Toutefois, ce niveau est demeuré bien au-dessus (+13,1 %) du niveau mensuel moyen enregistré depuis le début de l'année. Le nombre de nouveaux logements multifamiliaux autorisés a chuté de 9,2 % en août et s'est établi à 9 115.

La tendance de la demande de logements est, semble-t-il, passée des logements unifamiliaux aux logements multifamiliaux. Entre 1996 et 2002, les logements multifamiliaux autorisés représentaient de 38 % à 41 % de l'ensemble des logements. Jusqu'ici cette année, ils en représentent 46 %.

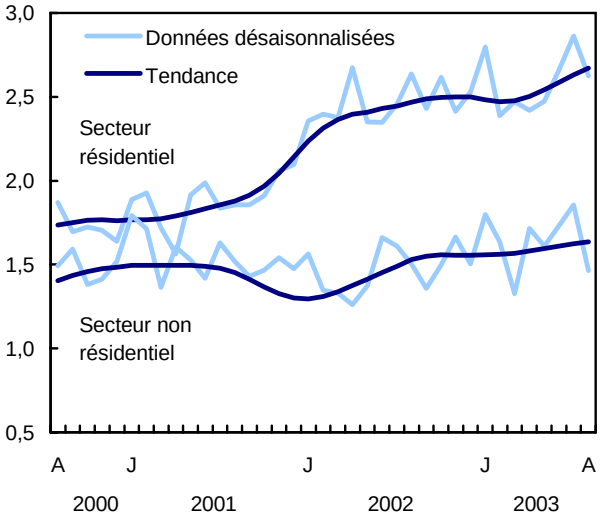
À l'échelon provincial, la valeur des permis de construction résidentielle a diminué dans sept provinces, les plus importantes baisses ayant été enregistrées en Ontario (-6,2 %, valeur totale de 1,2 milliard de dollars) et au Québec (-9,5 %, valeur totale de 585 millions de dollars). Dans ces deux provinces, le recul est attribuable en bonne partie aux logements unifamiliaux.

Par ailleurs, la valeur totale des permis de construction résidentielle délivrés de janvier à août a atteint 20,7 milliards de dollars, en hausse de 5,6 % par rapport à la même période de huit mois en 2002. Les niveaux cumulatifs observés dans le cas des logements unifamiliaux (+3,0 %) et multifamiliaux (+11,8 %) ont été supérieurs à ceux enregistrés pendant la même période en 2002. De janvier à août, les municipalités ont autorisé la construction de 148 250 nouveaux logements, en hausse de 3,3 %.

La forte demande de nouveaux logements dans les régions métropolitaines de recensement de Montréal et de Québec est principalement à l'origine de l'augmentation survenue au Québec, où la croissance cumulative en dollars (+23,1 %, valeur totale de 4,2 milliards de dollars) était de beaucoup supérieure à celle observée dans les autres provinces. Par contraste, le plus important recul s'est produit en Alberta.

Les secteurs résidentiel et non résidentiel ont connu des baisses

En milliards de dollars



Chute des intentions de construction industrielle

Les baisses généralisées dans le secteur non résidentiel en août sont principalement attribuables à une chute spectaculaire de la valeur des permis de construction de projets industriels.

Après avoir enregistré une importante croissance en juillet, les intentions de construction industrielle ont chuté de 46,8 % pour s'établir à 263 millions de dollars, soit leur plus bas niveau depuis juin 2002. La catégorie des usines de fabrication a été le plus important facteur à l'origine de cette baisse. Le Québec et l'Ontario ont affiché d'importantes baisses en dollars.

La valeur des intentions de construction institutionnelle a diminué de 22,1 % et s'est établie à 467 millions de dollars, les bâtiments d'enseignement ayant enregistré la plus importante baisse. Le Québec a affiché le plus important recul (-53,5 %, valeur totale de 48 millions de dollars).

Dans la composante commerciale, la valeur des permis en août a totalisé 734 millions de dollars, soit 3,7 % de moins qu'en juillet. Cette baisse est surtout attribuable aux diminutions enregistrées dans les projets de construction d'hôtels, de restaurants et de bâtiments de loisirs. Le niveau du mois d'août est le plus bas des cinq derniers mois et est inférieur de 6,8 % au niveau mensuel moyen de cette année.

Le secteur non résidentiel a reçu des messages contradictoires des récents indicateurs économiques.

L'Indice de confiance des entreprises publié par le Conference Board du Canada a enregistré sa plus forte diminution depuis le troisième trimestre de 2001. Par contraste, les entreprises, les administrations publiques et les établissements étaient censés accroître leurs dépenses en 2003, selon les données révisées portant sur les intentions d'investissements privés et publics.

À l'échelon régional, 16 régions métropolitaines de recensement ont enregistré des diminutions mensuelles de la valeur des permis de construction non résidentielle en août, les deux plus importantes s'étant produites à Toronto et à Oshawa. Par contraste, une forte progression de la composante institutionnelle à Calgary a entraîné la plus forte croissance enregistrée en août (+149,1 %, valeur totale de 104 millions de dollars). Québec suivait (+185,3 %, valeur totale de 65 millions de dollars), la composante commerciale ayant connu une forte hausse.

La plus forte baisse (en dollars) parmi les provinces est survenue au Québec (-37,1 %, valeur totale de 298 millions de dollars) et en Ontario (-12,4 %, valeur totale de 665 millions de dollars). Au Québec, une croissance dans la composante commerciale a été plus que neutralisée par des diminutions dans les secteurs industriel et institutionnel. En Ontario, des baisses dans chacune des trois composantes ont porté le total du mois d'août à son plus bas niveau depuis mars 2003.

Par ailleurs, de janvier à août, les municipalités ont délivré pour un peu plus de 13,1 milliards de dollars de permis de construction non résidentielle, soit 12,7 % de plus qu'au cours de la même période en 2002.

Les hausses les plus importantes ont été celles du secteur industriel, où les niveaux enregistrés pour les huit premiers mois de l'année sont en hausse de 24,8 % (valeur totale de 2,7 milliards de dollars), et du secteur institutionnel, où les intentions ont augmenté de 14,8 % pour s'établir à 4,1 milliards de dollars. La valeur des permis a augmenté de 7,0 % pour atteindre 6,3 milliards de dollars dans la composante commerciale.

La valeur des permis de construction non résidentielle a augmenté dans huit provinces de janvier à août. La plus importante croissance a été enregistrée en Ontario (+8,5 %) et a été attribuable surtout à de fortes hausses des trois composantes non résidentielles observées dans la région métropolitaine de recensement de Toronto. La croissance du secteur non résidentiel à Toronto a été la plus forte parmi l'ensemble des régions métropolitaines de recensement. Le Québec venait ensuite (+19,3 %), surtout grâce à des projets dans la composante institutionnelle à Montréal et à des projets dans la composante commerciale dans la région de Québec. Seuls Terre-Neuve-et-Labrador et le Nouveau-Brunswick ont affiché des diminutions.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro d'août 2003 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 15 $ / 156 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de septembre 2003 sera diffusé le 4 novembre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Juillet 2003[r]	Août 2003[p]	Juillet à août 2003	Janvier à août 2002	Janvier à août 2003	Janvier-août 2002 à janvier-août 2003
	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	4 719,6	4 088,7	-13,4	31 247,5	33 823,7	8,2
Résidentiel	2 862,7	2 623,9	-8,3	19 595,9	20 687,7	5,6
Non résidentiel	1 856,9	1 464,8	-21,1	11 651,6	13 136,0	12,7
Terre-Neuve-et-Labrador	27,0	33,8	25,3	257,9	248,1	-3,8
Résidentiel	21,0	22,6	7,6	166,2	168,6	1,5
Non résidentiel	5,9	11,1	88,0	91,6	79,5	-13,2
Île-du-Prince-Édouard	22,9	6,0	-73,8	99,6	130,9	31,3
Résidentiel	9,8	3,8	-61,1	69,2	59,0	-14,7
Non résidentiel	13,1	2,2	-83,2	30,4	71,8	135,9
Nouvelle-Écosse	98,0	76,9	-21,5	561,6	686,5	22,2
Résidentiel	51,4	44,9	-12,6	395,8	429,6	8,5
Non résidentiel	46,6	32,1	-31,2	165,8	256,9	54,9
Nouveau-Brunswick	74,7	56,6	-24,2	442,5	445,9	0,8
Résidentiel	35,8	31,4	-12,5	249,1	268,0	7,6
Non résidentiel	38,9	25,3	-35,0	193,4	177,8	-8,0
Québec	1 120,2	882,6	-21,2	5 619,7	6 834,3	21,6
Résidentiel	646,2	584,7	-9,5	3 399,4	4 185,3	23,1
Non résidentiel	473,9	297,9	-37,1	2 220,3	2 649,0	19,3
Ontario	2 015,6	1 843,7	-8,5	14 990,8	15 431,6	2,9
Résidentiel	1 256,0	1 178,5	-6,2	9 333,4	9 292,4	-0,4
Non résidentiel	759,6	665,2	-12,4	5 657,4	6 139,2	8,5
Manitoba	79,8	94,9	19,0	605,6	775,2	28,0
Résidentiel	46,3	58,9	27,1	290,0	350,4	20,8
Non résidentiel	33,5	36,0	7,6	315,6	424,8	34,6
Saskatchewan	52,6	87,7	66,6	460,8	554,8	20,4
Résidentiel	23,5	37,2	58,2	180,0	244,4	35,8
Non résidentiel	29,1	50,5	73,3	280,8	310,4	10,5
Alberta	539,3	493,6	-8,5	4 461,3	4 468,6	0,2
Résidentiel	360,6	312,7	-13,3	2 986,2	2 781,6	-6,9
Non résidentiel	178,8	180,9	1,2	1 475,1	1 687,0	14,4
Colombie-Britannique	613,1	505,2	-17,6	3 612,0	4 092,0	13,3
Résidentiel	403,5	345,8	-14,3	2 447,8	2 868,9	17,2
Non résidentiel	209,5	159,4	-23,9	1 164,2	1 223,1	5,1
Yukon	5,0	3,2	-36,7	19,1	32,8	71,4
Résidentiel	3,2	1,9	-40,2	14,0	14,2	1,5
Non résidentiel	1,9	1,3	-30,7	5,1	18,6	261,9
Territoires du Nord-Ouest	5,2	3,7	-28,8	72,6	45,9	-36,8
Résidentiel	3,3	1,1	-67,9	39,1	20,0	-48,9
Non résidentiel	1,9	2,7	37,9	33,5	25,9	-22,7
Nunavut	66,3	0,7	-98,9	44,1	77,1	75,0
Résidentiel	2,1	0,6	-71,4	25,8	5,1	-80,0
Non résidentiel	64,1	0,1	-99,8	18,3	72,0	293,5

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement

	Juillet 2003[r]	Août 2003[p]	Juillet à août 2003	Janvier à août 2002	Janvier à août 2003	Janvier-août 2002 à janvier-août 2003
	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	19,4	19,5	0,7	166,6	173,0	3,9
Halifax	63,6	42,3	-33,6	304,3	394,7	29,7
Saint John	11,4	6,7	-41,0	63,3	71,3	12,6
Saguenay	8,8	11,3	28,0	117,0	93,6	-20,0
Québec	96,0	106,8	11,2	477,5	736,9	54,3
Sherbrooke	28,1	22,4	-20,2	135,7	153,6	13,2
Trois-Rivières	16,5	38,5	132,9	107,7	136,5	26,7
Montréal	516,9	457,7	-11,4	2 946,8	3 444,9	16,9
Gatineau	52,7	45,4	-13,8	329,0	331,5	0,8
Ottawa	141,3	127,9	-9,5	1 177,4	1 142,0	-3,0
Kingston	15,0	15,7	4,8	198,1	137,0	-30,9
Oshawa	111,3	89,0	-20,0	494,5	712,9	44,2
Toronto	1 067,4	953,6	-10,7	6 986,4	7 688,5	10,0
Hamilton	72,9	56,9	-22,0	765,5	751,9	-1,8
St. Catharines–Niagara	31,7	43,9	38,4	521,3	317,2	-39,2
Kitchener	82,0	60,7	-26,0	701,7	645,4	-8,0
London	72,9	49,9	-31,6	474,0	505,4	6,6
Windsor	44,4	58,0	30,7	500,8	414,2	-17,3
Sudbury	10,3	7,1	-30,6	102,1	65,5	-35,8
Thunder Bay	12,7	11,3	-10,3	140,6	75,9	-46,0
Winnipeg	50,2	69,3	38,2	305,1	503,0	64,8
Regina	18,6	40,2	115,9	93,4	211,6	126,6
Saskatoon	17,6	26,7	52,0	209,3	179,9	-14,1
Calgary	168,0	227,0	35,1	1 772,4	1 961,1	10,6
Edmonton	183,9	122,5	-33,4	1 098,9	1 166,3	6,1
Abbotsford	13,6	16,0	17,5	108,0	119,3	10,5
Vancouver	342,3	316,1	-7,6	2 266,8	2 335,2	3,0
Victoria	67,4	35,3	-47,7	294,8	355,1	20,5

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Voyages intérieurs

Premier trimestre de 2003

Les voyages effectués au Canada par les résidents canadiens ont baissé de 6,9 % au premier trimestre comparativement au premier trimestre de 2002, s'établissant à 34,6 millions de voyages. Ces voyages représentent 83 % de tous les voyages effectués au Canada au cours de cette période.

Le nombre de voyages intérieurs comprenant des enfants de moins de 15 ans a diminué beaucoup plus (-12,2 %) que le nombre de voyages comportant seulement des adultes (-4,8 %) au premier trimestre, ceux-ci s'étant chiffrés respectivement à 9,6 millions de voyages et à 25,0 millions de voyages.

Les dépenses relatives aux voyages intérieurs, qui ont totalisé 5,8 milliards de dollars au premier trimestre, n'ont pratiquement pas changé (+0,2 %) par rapport au premier trimestre de 2002. Cependant, lorsque l'on tient compte de l'inflation, les dépenses ont en fait diminué de 3,6 % pour s'établir à 5,1 milliards de dollars.

Ces baisses sont survenues alors que la guerre éclatait en Irak et que l'on s'inquiétait de plus en plus de l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

Tous les mois du premier trimestre de 2003 ont accusé une baisse du nombre de voyages intérieurs par rapport à la même période en 2002. La plus forte baisse est survenue en janvier, alors que le nombre de voyages intérieurs a chuté de 9,2 % pour atteindre 11,8 millions. Durant ce même mois, le nombre de voyages des résidents canadiens à l'étranger s'est accru de 5,2 %.

Les résidents canadiens ont effectué 10,9 millions de voyages au Canada en février, soit 3,8 % de moins qu'en février 2002. Cependant, les voyages intérieurs ont baissé de 7,4 % en mars pour s'établir à 11,9 millions, alors que l'on enregistrait plusieurs cas de pneumonie atypique. Au cours du même mois, une chute de 17,3 % du nombre de visiteurs étrangers au Canada a été observée par rapport à mars 2002.

Le nombre de voyages comportant au moins une nuitée s'est établi à 15,8 millions au premier trimestre, accusant un recul (-7,9 %) plus prononcé que celui des voyages d'un même jour, lesquels ont diminué de 6,1 % pour se fixer à 18,8 millions.

Le nombre total de nuitées passées par les voyageurs canadiens au Canada dans tous les genres d'hébergement a totalisé 43,0 millions au premier trimestre, comparativement à 46,9 millions au premier trimestre de 2002. Ces voyageurs ont passé en moyenne 2,7 nuitées à l'extérieur de leur domicile lors de leurs voyages au premier trimestre de 2003.

Les nuitées passées dans des établissements commerciaux ont reculé beaucoup moins (-4,2 %) que celles passées chez des parents ou des amis ou dans des chalets privés (-10,6 %). Elles représentent 36,7 % de toutes les nuitées passées à l'extérieur du domicile lors de voyages intérieurs au premier trimestre.

Les voyages que les Canadiens ont effectués dans leur province de résidence (voyages intra-provinciaux) ont baissé de 6,8 % pour atteindre 30,7 millions, tandis que les voyages inter-provinciaux ont connu une baisse plus prononcée de 8,3 % pour se chiffrer à 3,9 millions au premier trimestre.

Voyages des Canadiens au Canada

	Premier trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Premier trimestre de 2002 au premier trimestre de 2003
	voyages (en milliers)		var. en %
Total des voyages	**37,2**	**34,6**	**-6,9**
Voyages intra-provinciaux	32,9	30,7	-6,8
Voyages inter-provinciaux	4,3	3,9	-8,3
Voyages d'un même jour	20,1	18,8	-6,1
Voyages avec nuitées	17,1	15,8	-7,9
	nuitées (en milliers)		var. en %
Total des nuitées	**46,9**	**43,0**	**-8,4**
Nuitées non commerciales	30,4	27,2	-10,6
Nuitées commerciales	16,5	15,8	-4,2
	dépenses (en millions de dollars)		var. en %
Total des dépenses	**5 762**	**5 776**	**0,2**
Transport	2 176	2 259	3,8
Hébergement	955	968	1,4
Nourriture et boissons	1 395	1 376	-1,4
Loisirs et divertissements	419	420	0,1
Autres[1]	817	754	-7,7
	dépenses (en millions de dollars de 1997)		var. en %
Total des dépenses	**5 306**	**5 117**	**-3,6**
Transport	2 097	1 966	-6,2
Hébergement	837	899	7,4
Nourriture et boissons	1 246	1 200	-3,6
Loisirs et divertissements	382	376	-1,6
Autres[1]	744	676	-9,2

[1] *Vêtements et autres achats.*

La distance moyenne parcourue pour l'ensemble des voyages a diminué, passant de 271 km au premier trimestre de 2002 à 261 km au premier trimestre de 2003. La baisse des voyages de plus courte distance (de 80 km à 159 km), lesquels représentent 51,8 % de tous les voyages du premier trimestre de 2003, a été moins prononcée (-4,3 %) que celle des voyages de plus longue distance (-9,6 %).

La flambée des primes d'assurance et des prix de l'essence au premier trimestre a contribué à faire augmenter les dépenses de transport et ce, malgré une baisse du volume de voyageurs. Les dépenses de transport, qui ont atteint 2,3 milliards de dollars au premier trimestre, représentent près de 40 % des dépenses totales de voyage des résidents canadiens au Canada. Toutefois, si on tient compte de l'inflation, ces dépenses qui se sont établies à 2,0 milliards de dollars au premier trimestre, ont fléchi de 6,2 % par rapport au premier trimestre de 2002.

Nota : Un voyage intérieur se définit comme tout voyage d'une distance à l'aller d'au moins 80 kilomètres entrepris par un résident canadien vers une destination canadienne.Les données pour les voyages des résidents canadiens à l'étranger ainsi que des étrangers au Canada proviennent de l'Enquête sur les voyages internationaux.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3810.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (*cult.tourstats@statcan.ca*), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lizette Gervais-Simard au (613) 951-1672 (*gervliz@statcan.ca*), Programme de la statistique du tourisme. Télécopieur : (613) 951-2909.

Pour en savoir davantage sur le contexte et la perspective de l'industrie du tourisme, communiquez avec Nick Strizzi au (613) 946-2153 (*strizzi.nick@ctc-cct.ca*), Commission canadienne du tourisme. Télécopieur : (613) 954-3826. ■

Enquête sur les aliments fonctionnels et les nutraceutiques

2003

Une nouvelle enquête fournit les tout premiers renseignements sur les entreprises canadiennes qui réalisent des activités reliées aux aliments fonctionnels et aux nutraceutiques, un nouveau segment du secteur canadien des sciences de la vie.

Statistique Canada a mené, au printemps 2003, l'Enquête sur les aliments fonctionnels et les nutraceutiques, parrainée par Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Les aliments fonctionnels sont des composants alimentaires qui présentent des avantages physiologiques dépassant leurs fonctions nutritionnelles de base, ou qui réduisent les risques de maladies chroniques. Les tomates à teneur élevée en lycopène et les aliments auxquels on a ajouté des fibres solubles en sont des exemples.

Les nutraceutiques sont des produits extraits ou purifiés à partir d'aliments et qui sont généralement vendus sous formes médicinales, comme des poudres, des comprimés, des capsules ou des gélules, non habituellement associées aux denrées alimentaires. Les nutraceutiques présentent des bienfaits physiologiques ou assurent une protection contre les maladies chroniques. Les produits extraits ou purifiés à partir d'une source marine, comme les algues, le goémon ou le varech, ou fabriqués à partir d'une matière végétale séchée, en poudre ou pressée, comme le ginseng, en sont des exemples.

La population sondée comprend 576 entreprises. Une proportion de 25 % des participants ont déclaré être engagés dans des activités reliées tant aux aliments fonctionnels qu'aux nutraceutiques. Environ 28 % ont déclaré participer uniquement à des activités reliées aux aliments fonctionnels et 46 %, ne participer qu'à des activités reliées aux nutraceutiques. Ces entreprises étaient très probablement actives dans quatre domaines, soit la fabrication de produits ou l'accroissement de la gamme de nouveaux produits, la fabrication de produits prêts à consommer, la recherche et le développement scientifiques et la vente en gros de produits.

L'industrie des aliments fonctionnels et des nutraceutiques est en train, à bien des égards, de gagner du terrain. Environ 17 % des entreprises sondées avaient réalisé des recettes de 10 millions de dollars ou plus reliées à la vente d'aliments fonctionnels et de nutraceutiques en 2002.

La plupart des entreprises en question n'affectent qu'une partie de leur personnel à des activités reliées aux aliments fonctionnels et aux nutraceutiques. En 2002, 56 % de ces entreprises comptaient moins de dix employés qui consacraient une partie ou la totalité de leur temps à des activités reliées aux aliments fonctionnels ou aux nutraceutiques ou à des tâches administratives connexes. Même si

environ 21 % des entreprises en question employaient plus de 100 employés, seulement 7 % comptaient plus de 100 employés qui participaient à des activités reliées aux aliments fonctionnels ou aux nutraceutiques.

Plus de la moitié de toutes les entreprises sondées ont exporté des aliments fonctionnels ou des nutraceutiques en 2002. Un peu plus des trois quarts des entreprises qui ont exporté l'ont fait aux États-Unis. Le Japon était la deuxième destination en importance pour ce qui est de l'exportation, suivi de la Corée du Nord, de la Corée du Sud, de Taïwan, de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande, de la région administrative spéciale de Hong Kong et de la République populaire de Chine.

La plupart (77 %) des exportateurs ont expédié des aliments fonctionnels ou des produits nutraceutiques finis aux fins de vente en gros ou au détail. Environ 44 % ont expédié des matières premières ou des ingrédients aux fins de leur utilisation à l'intérieur d'aliments fonctionnels ou de nutraceutiques et 33 %, des produits semi-finis aux fins d'une transformation plus poussée avant leur mise en marché. Environ 8 % ont expédié de la technologie qui se rattachait à la fabrication de produits.

Les recettes d'exportation du secteur relativement nouveau des produits fonctionnels et des nutraceutiques pourraient beaucoup augmenter. Environ 11 % des entreprises sondées ont déclaré des recettes de plus de 5 millions de dollars reliées à l'exportation d'aliments fonctionnels et de nutraceutiques. Une proprtion de 18 % des entreprises ont déclaré des recettes reliées à l'exportation de produits fonctionnels et de nutraceutiques qui variaient de 1 à 5 millions de dollars et la plupart (70 %), des recettes de moins de 1 million de dollars reliées à ces produits.

Près de 33 % des entreprises sondées ont tenté en 2002 d'emprunter du capital. Parmi celles qui l'ont fait, 65 % ont réussi, mais 48 % d'entre elles ont atteint leur objectif. Leurs sources les plus courantes d'emprunt de capital étaient des sources conventionnelles, comme les banques ou les placements initiaux. Des entreprises qui ont emprunté du capital, 50 % ont eu recours à de telles sources.

Environ 27 % des entreprises sondées ont déclaré que se sont les produits liés au «bien-être général» qui leur a rapporté les recettes les plus élevées. Quelque 17 % ont cité comme sources de recettes les plus élevées les produits reliés au système vasculaire ou les produits de santé cardio-vasculaire et 11 %, les produits reliés au système immunitaire.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5038.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Yves Gauthier au (613) 951-0188 (*yves.gauthier@statcan.ca*), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales. ■

Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés

Août 2003 (données provisoires)

Les ventes de produits pétroliers raffinés ont totalisé 8 535 700 mètres cubes en août, en hausse de 1,2 % par rapport à août 2002. Les ventes ont augmenté dans cinq des sept principaux groupes de produits, entraînées par celles de mazouts lourds (122 000 mètres cubes ou 23,9 %). Les ventes de carburant diesel ont augmenté de 32 500 mètres cubes, ou de 1,6 %, et celles d'essence à moteur ont chuté de 15 400 mètres cubes, ou de 0,4 %.

Ventes de produits pétroliers raffinés

	Août 2002[r]	Août 2003[p]	Août 2002 à août 2003
	en milliers de mètres cubes		var. en %
Total, tous les produits	**8 436,1**	**8 535,7**	**1,2**
Essence à moteur	3 687,8	3 672,4	-0,4
Carburant diesel	2 013,5	2 046,0	1,6
Mazouts légers	159,2	164,9	3,6
Mazouts lourds	510,7	632,7	23,9
Carburéacteurs pour turboréacteurs	656,4	692,3	5,5
Charges pétrochimiques[1]	444,1	323,1	-27,2
Tous les autres produits raffinés	964,5	1 004,3	4,1

	Janv. à août 2002[r]	Janv. à août 2003[p]	Janv.-août 2002 à janv.-août 2003
	en milliers de mètres cubes		var. en %
Total, tous les produits	**62 054,6**	**64 667,6**	**4,2**
Essence à moteur	26 417,2	26 714,0	1,1
Carburant diesel	14 830,0	15 562,2	4,9
Mazouts légers	3 160,0	3 534,9	11,9
Mazouts lourds	4 119,7	5 274,4	28,0
Carburéacteurs pour turboréacteurs	4 034,1	4 075,4	1,0
Charges pétrochimiques[1]	3 197,3	2 894,5	-9,5
Tous les autres produits raffinés	6 296,3	6 612,3	5,0

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
[1] *Matières produites par les raffineries et utilisées par l'industrie pétrochimique dans la fabrication des produits chimiques, du caoutchouc synthétique et d'une variété de plastiques.*

Les ventes d'essence ordinaire sans plomb ont crû de 2,0 %, mais celles d'essence de catégorie intermédiaire (-11,3 %) et de super (-3,7 %) ont chuté par rapport à août 2002.

Les ventes cumulatives de produits pétroliers raffinés à la fin d'août ont progressé de 4,2 % par rapport à la même période en 2002. Les ventes ont augmenté dans six des sept principaux groupes de produits, l'augmentation la plus prononcée ayant été celle des mazouts lourds (1 154 700 mètres cubes ou 28,0 %). De janvier à août, le total des ventes d'essence à moteur a augmenté de 296 800 mètres cubes, ou de 1,1 % par rapport à la même période en 2002.

Données stockées dans CANSIM : tableau 134-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline

Février 2003

Il est maintenant possible de consulter les données de février sur les arrivages nets par pipeline de pétrole brut et d'équivalents, de gaz de pétrole liquéfié et de produits pétroliers raffinés, ainsi que celles sur les exportations de pétrole brut par pipeline et les livraisons de pétrole brut par pipeline aux raffineries canadiennes.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 133-0001 à 133-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2148 et 2191.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Énergie électrique

Juillet 2003

Il est maintenant possible de consulter les données de juillet sur l'énergie électrique.

Données stockées dans CANSIM : tableau 127-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2151.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Il n'y a pas de nouveau produit aujourd'hui.

Pour commander les produits

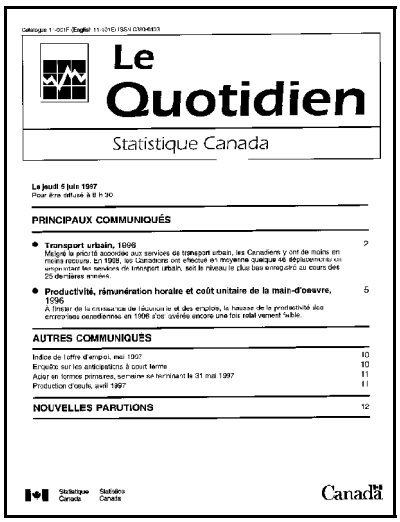
Pour commander les produits par téléphone :
Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- Transport urbain, 1996 — 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en moyen urbain les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996 — 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 — 10
Enquête sur les anticipations à court terme — 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 — 11
Production d'oeufs, avril 1997 — 11

NOUVELLES PARUTIONS — 12

Statistique Canada Statistics Canada
Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.